

**CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS
A L'ASSOCIATION « EMERGENCE(S) COMPETENCES PROJETS »
MISE EN ŒUVRE DU PLIE MARSEILLE-PROVENCE EST (PLIE MP EST)
Année 2018**

Entre,

D'une part,

Le Conseil de Territoire Marseille Provence, agissant par délégation du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence suivant délibération n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016, représenté par son Président Monsieur Jean MONTAGNAC,

Ci-après désigné « le Conseil de Territoire »,

Et,

L'association « Ciotat Emploi Initiatives », sise 30 rue Bouronne – Espace Romain Rolland – 13600 LA CIOTAT - représentée par son Président Monsieur Philippe FOURNIER,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit

Article 1 : Objet de la convention

Le Conseil de Territoire s'est engagé à soutenir financièrement l'association « Ciotat Emploi Initiatives » conformément au protocole partenarial d'accord pour la mise en œuvre du PLIE MP Est 2018-2022.

Pour maintenir les obligations liées à l'accompagnement des demandeurs d'emploi les plus éloignés et la relation avec le monde économique, l'association Ciotat Emploi Initiatives, actuel gestionnaire du PLIE MP Est continuera d'accueillir le public et l'orienter vers un emploi durable dans le respect du protocole d'accord PLIE.

Les objectifs spécifiques sont :

- **OS1** : Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale.
- **OS2** : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion.
- **OS3** : Développer des projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.

Ainsi que la mise en œuvre du PLIE sur le bassin Est du territoire de Marseille-Provence.

Enfin le PLIE MP Est devra accueillir 450 personnes éloignées de l'emploi parmi lesquelles 60% de bénéficiaires du RSA ; 20% habitants les quartiers en veille active et, pour la moitié d'entre eux l'intégration dans un emploi durable d'une durée d'au moins 6 mois.

Article 2 : Durée de la convention

La durée de la présente convention est fixée à un maximum d'un an, elle débutera le 1^{er} janvier 2018 et s'achèvera au paiement effectif de la subvention 2018 par le Conseil de Territoire.

Article 3 : Montant et conditions de paiement

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget du Conseil de Territoire – Sous politique E 120 – Nature 6574 – Fonction 90.

Le montant de la subvention qui s'élève à 130.000 €.

Le montant de la subvention sera crédité au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur après signature de la convention dans les conditions suivantes :

- Pour l'année 2018,
 - 70% dès transmission par l'association du budget prévisionnel ainsi que son organigramme détaillé de l'année 2018,
 - 30% après évaluation des rapports d'activités faisant apparaître le détail des opérations pour la mise en œuvre du PLIE et des éléments financiers qui en découlent par les services du Conseil de Territoire de l'année 2018.
- Ces rapports seront certifiés par le Président et le Trésorier de l'association.

Le Conseil de Territoire peut suspendre ou diminuer le montant des acomptes et versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie de la subvention, en cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'association.

Article 4 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir pour le paiement du solde de la subvention :

- Pour l'année 2018,
 - ✓ Les rapports d'activités faisant apparaître le détail des opérations pour la mise en œuvre du PLIE et des éléments financiers qui en découlent par les services du Conseil de Territoire de l'année 2018,
 - ✓ Les documents financiers de l'année 2018 (bilans, comptes de résultat) certifiés par le Président et le Trésorier de l'Association,
 - ✓ Ainsi que le rapport du commissaire aux comptes.

Article 5 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec l'accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Marseille, le

Pour la Conseil de Territoire

Marseille Provence

Le Président

Pour l'association «Ciotat Emploi
Initiatives »

Le Président

Jean MONTAGNAC

Philippe FOURNIER